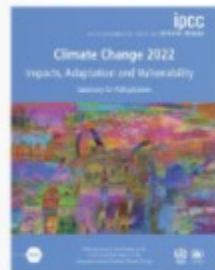


Rapport du GIEC : les effets du changement climatique en passe d'entrer dans une phase irréversible

Après son rapport sur la science du changement climatique en 2021, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat vient de publier entre février et avril ses rapports sur les impacts et adaptation puis sur l'atténuation du changement climatique. Et pour la première fois, le GIEC fait un état des options de réduction des émissions à effet de serre.



Concentration de CO₂ la plus haute sur la planète depuis 2 millions d'années, fonte des glaces continentales, de la banquise arctique et des glaciers, élévation du niveau de la mer de 20 cm entre 1902 et 2018, événements météorologiques et climatiques extrêmes plus fréquents... en août 2021 le GIEC dressait un état alarmant du climat.

Les derniers rapports font le point des émissions passées et actuelles et présentent les perspectives d'émissions futures, en analysant les options de réduction des émissions de gaz à effet de serre par grands secteurs économiques ainsi que par continents et grandes régions du monde. De la montée du niveau de la mer de 4mm par an pendant plusieurs siècles aux vagues de sécheresse, aux pluies intenses qui auront un impact significatif sur les productions agricoles mais aussi sur la santé des populations, le commerce et le tourisme mondial, les effets du changement climatique sont colossaux.

Les émissions de gaz à effet de serre toujours en hausse

L'information essentielle est que malgré les efforts engagés, les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter, la chute brutale de 2020 durant les confinements étant déjà résorbée. Et pour stopper cet effet d'entraînement et limiter la montée des températures aux objectifs des accords de Paris (+1,5°C), il faudrait diviser par deux les émissions de gaz d'ici 2030 et atteindre la neutralité en CO₂ dans un demi-siècle afin de limiter la hausse des températures en-dessous de 2°C. L'urgence est plus forte que prévue dans le rapport AR5 de 2014 et le point de rupture pour que les effets du changement climatique ne soient pas irréversibles, se rapproche dangereusement.

Des solutions et des adaptations

Toutefois, des options de réduction des émissions de gaz à effet de serre sont encore possibles. Outre la réduction des émissions, les adaptations aux nouvelles conditions climatiques, déjà enclenchées dans certains domaines, sont indispensables face à la montée des eaux et à l'érosion ou pour maintenir les cultures, mais pas suffisantes. Le rapport passe ainsi en revue des pistes de solutions structurelles sur les choix d'équipements à faire, financières, institutionnelles et bien sûr technologiques. Et le rapport expose de nombreuses pistes afin d'optimiser les efforts de recherche et développement pour développer au plus tôt des solutions de décarbonation dans des secteurs de production très polluants comme l'aviation, le textile ou les cimenteries.

Trouver un équilibre entre le milieu, la ressource et les usages

Les milliers de pages documentées du rapport du GIEC donnent la mesure du danger, mais fournissent également une extraordinaire base de travail pour essayer d'agir.

« La base donnée dans le rapport est cohérente et solide. Les informations compilées ont une vraie valeur scientifique que personne ne remet plus en cause », explique

Philippe Bardey, président du bureau d'études ACRH-IN. Car les éléments sur le réchauffement climatique, sous l'action de l'homme, sont désormais incontestables. Comment maintenant le contenir dans les plus courts délais, c'est là tout l'enjeu de la décennie à venir.



« La base donnée dans le rapport est cohérente et solide. Les informations compilées ont une vraie valeur scientifique que personne ne remet plus en cause », explique Philippe Bardey, président du bureau d'études ACRH-IN. Car les éléments sur le réchauffement climatique, sous l'action de l'homme, sont désormais incontestables. Comment maintenant le contenir dans les plus courts délais, c'est là tout l'enjeu de la décennie à venir.

« Quant à la montée du niveau des mers, le bureau d'études de Philippe Bardey a déjà intégré dans son activité d'hydraulique maritime la prise en compte du phénomène pour calculer la taille et la résistance des ouvrages à construire sur les littoraux. « Mais la technologie ne suffit pas toujours, notamment pour des raisons de coûts. Le mieux est de disposer également de bons outils prédictifs face aux problèmes de crues, de pluies intenses etc », analyse le PDG.

En matière hydraulique, la gestion des ressources est le point crucial. « Il faut aider les acteurs, les gestionnaires, les politiques et les usagers de l'eau à trouver des parades pour se préparer à des scénarios avec moins de ressources. Il faut travailler sur la ressource en termes de stockage mais il faut aussi étudier les usages et expliquer que peut-être il y a des zones, des régions où il faudra repenser l'irrigation telle qu'on la pratique aujourd'hui et l'adapter ou adapter les cultures », explique Fabien Christin (photo), responsable du pôle ressources en eau & milieu

Quant à la montée du niveau des mers, le bureau d'études de Philippe Bardey a déjà intégré dans son activité d'hydraulique maritime la prise en compte du phénomène pour calculer la taille et la résistance des ouvrages à construire sur les littoraux. « Mais la technologie ne suffit pas toujours, notamment pour des raisons de coûts. Le mieux est de disposer également de bons outils prédictifs face aux problèmes de crues, de pluies intenses etc », analyse le PDG.



« Nous n'avons d'autre choix que de trouver des solutions »

« Les confirmations que nous avons avec ce rapport, c'est que les inégales répartitions des ressources en eau sur la planète vont se renforcer.

Et nous allons avoir des zones déjà en stress hydrique qui vont se retrouver dans des situations plus dégradées, détaille **Eric Servat** directeur du Centre International Unesco sur l'eau de Montpellier. A l'inverse il y a des endroits avec des problématiques d'événements externes, avec des pluies importantes où ce phénomène va lui aussi se renforcer, posant le problème du risque hydrologique en tant que tel, avec des crues dévastatrices, des inondations etc.

Si l'adaptation est l'une des voies, la réduction de la consommation est plus problématique : « il y a des pays où le niveau de vie monte, comme la Côte d'Ivoire. Et cela va toujours de pair avec une augmentation de la consommation d'eau. En 2050, 70% de la population mondiale sera urbanisée. Peut-on lui refuser ce niveau de confort ? Certains ont parlé d'un délai de 3 ans pour réagir. Qui peut sérieusement penser qu'on aura réalisé tous les changements listés par le GIEC ? Nous n'avons d'autre choix que de trouver des solutions pour réduire au maximum l'impact et faire en sorte que l'on s'adapte le mieux possible », conclut l'hydrologue.